

Quand la peur de perdre une votation paralyse le dossier européen

Michel Guillaume, 23.11.2022

5–6 minutes

Cela a mal commencé. A Genève, le comité CH-UE, en collaboration avec le Centre d'études juridiques européennes de l'Université, avait réuni une belle palette de participants, dont l'ambassadeur de France en Suisse Frédéric Journès et côté suisse le secrétaire d'Etat adjoint Patric Franzen. Mais ce dernier s'étant désisté en raison paraît-il d'une actualité brûlante, son Excellence s'est aussi excusée. Le débat n'en a pas moins été intéressant dans le sens où il a été instructif. «Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre une votation populaire, car la situation serait alors encore plus dramatique qu'aujourd'hui», a déclaré le conseiller aux Etats vaudois Olivier Français.

Mais quelle était donc cette actualité brûlante empêchant Patric Franzen, le bras droit de la secrétaire d'Etat et négociatrice en chef Livia Leu, de s'exprimer? Un énième débat sur l'Europe pour mesurer les progrès des discussions exploratoires avec l'UE après que le Conseil fédéral a déchiré le projet d'accord-cadre en mai 2021. Dix-huit mois plus tard, le résultat est pour le moins mitigé, si l'on en croit le communiqué alambiqué qu'il a diffusé. «Le Conseil fédéral a pris connaissance des progrès encourageants malgré les divergences qui demeurent». Il a

donc décidé de poursuivre des «discussions exploratoires approfondies».

Lire aussi: [Jean Russotto: «Il n'y a pas d'éclatant printemps européen»](#)

Encore loin d'un mandat de négociation

Le vrai progrès concret, ce ne pourrait être que la fin de la phase exploratoire et l'approbation d'un mandat de négociation. Mais on n'en est pas encore là. Le Conseil fédéral tient à définir «une base commune suffisante avec l'UE» avant de prendre cette décision. Il estime que la réussite du processus de négociation dépend non seulement de leur résultat, mais aussi de l'existence d'un consensus politique interne.

Dans ce but, le gouvernement vient de créer un comité consultatif qui réunit les partenaires sociaux et économiques. Celui-ci, qui est encadré par les deux secrétaires d'Etat Livia Leu et Christine Schraner Burgener, a tenu sa première séance le 17 novembre dernier. Ses participants sont tenus à la confidentialité. Le président de l'USS Pierre-Yves Maillard se limite à ce commentaire laconique: «Nous sommes désormais mieux informés, mais les problèmes restent majeurs».

Et si l'UE devait oublier la Suisse? C'était la question à laquelle le débat de Genève se proposait de répondre. Si le public largement europhile n'en saura pas plus sur les pommes de discorde qui subsistent entre Berne et Bruxelles, il aura au moins été rassuré sur un point. «Non, l'UE ne perd pas la Suisse de vue. Mais elle a aussi sa propre sensibilité, ce que les Suisses ont tendance à oublier», a répondu Christian Leffler, ancien négociateur en chef de l'UE. «La manière brutale dont le Conseil fédéral a abandonné l'accord-cadre a provoqué un choc

et une frustration à Bruxelles». A l'évidence, celle-ci n'est pas totalement surmontée.

Lire aussi: [Dossier UE-Suisse: entre indifférence et confusion](#)

Le diplomate européen a rappelé une douloureuse réalité pour la Suisse. En 1992, le Conseil fédéral avait déposé une demande d'adhésion à l'UE et c'est dans cette optique que Bruxelles lui avait accordé un régime de faveur sous la forme d'accords bilatéraux. «Lorsque la Suisse a retiré cette demande d'adhésion, elle s'est elle-même reléguée à un statut d'état tiers».

Si le dossier européen est actuellement dans l'impasse, la responsabilité en revient largement à des blocages à l'intérieur de la Suisse. D'un côté, une grande partie – mais pas la totalité – du monde économique souhaite un accord. «Ce dossier est l'otage de l'idéologie et de l'électoralisme», a déploré Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève. «Il en résulte une érosion lente, mais manifeste de notre relation avec notre principal partenaire économique. C'est un coup de canif pour la prospérité de ce pays.»

Quatorze ans d'attente pour l'UE

A côté de lui, la dirigeante d'Unia Martine Docourt a tenté de justifier l'opposition des syndicats à l'accord-cadre. «En matière de protection des salaires, le Conseil fédéral a franchi une ligne rouge en s'écartant des exigences des partenaires sociaux», a-t-elle souligné. Elle a tout de même reconnu, et c'est nouveau, que l'UE avait pris une direction plus sociale ces derniers temps, notamment dans sa directive sur les salaires minimaux.

Le moment le plus cocasse de la soirée? «Nous devons

avancer à petits pas, sans précipitation», a insisté le sénateur vaudois Olivier Français, inquiet à l'idée que le dossier européen ne soit paralysé pour longtemps en cas de votation populaire perdue. Ce à quoi Christian Leffler lui a répondu: «Nous avons proposé un accord-cadre à la Suisse en 2008. En 14 ans, on peut tout de même espérer parvenir à un accord»!